

Gaspard Glanz, le journaliste "à tuer direct"

Suite à une vidéo dévoilant des agents de police grimés en reporters lors d'une manifestation, le journaliste de *Taranis News* est la cible de menaces sur les réseaux sociaux.



Gaspard Glanz voit les menaces dont il est victime comme les stigmates d'une société de plus en plus violente et segmentée. Pierre Gautheron/Hans Lucas

"À tuer direct. Nous sommes en France ou pas? Les anciens auraient pris le fusil depuis longtemps"; "C'est sa gueule de con qu'il faut diffuser, avec à la clé une prime à celui qui lui explosera"; "Y a pas une balle perdue pour ce fils de pute?"

Ces menaces et ces insultes, qui, tour à tour, peuvent prendre un caractère homophobe ou xénophobe, sont actuellement proférées en quantité sur la page Facebook dénommée "*Soutien aux forces de l'ordre*". Elles visent toutes Gaspard Glanz, 29 ans, journaliste et gérant depuis 2012 de la société de production *Taranis News*.

Le jeune homme fait ses premiers reportages en suivant le mouvement des zones à défendre, puis en se concentrant sur la question des réfugiés. Caméra au poing, il filme la route des Balkans et les différentes étapes de ce qui se trame à Calais, entre 2014 et fin 2016. Ses reportages agacent. Le 26 octobre dernier, à l'heure du démantèlement du bidonville de Calais, Gaspard se fait interpellé et est placé en garde à vue par des policiers en possession d'une photo de lui. On lui signifie une interdiction de séjour dans l'ensemble du Pas-de-Calais dans le cadre de son contrôle judiciaire jusqu'au 2 mars dernier. Le jeune journaliste est accusé par la préfecture d'avoir dérobé un talkie-walkie à un agent de police pendant une précédente manifestation de soutien aux exilés. Lui affirme que le fonctionnaire a fait tomber sa radio. Le procès de Gaspard vient d'être reporté au 7 juin. Rien à voir, cependant, avec les menaces dont il fait aujourd'hui l'objet. Du moins en apparence.

L'un des policiers crache sur l'objectif de sa caméra

Tout commence en avril 2016, pendant le mouvement contre la loi El Khomri. Gaspard a l'habitude de prendre des images en tête de manif, à Paris. Alors que l'une d'elles donne lieu à des affrontements avec les forces de police, il repère un homme équipé comme tout bon reporter habitué à ce genre de situation particulièrement tendue. Mais il ne l'a jamais vu auparavant. Il se dirige vers lui. L'homme lui soutient qu'il est journaliste. Gaspard n'en croit pas un mot. Pour lui, c'est un policier planqué. Les mois passent. Gaspard revient dans la capitale, au mois de février dernier, pour suivre le mouvement qui agite les lycées parisiens. Il retrouve l'homme rencontré au mois d'avril. Deux comparses l'accompagnent qui lui maintiennent, eux aussi, qu'ils sont journalistes.

Puis vient le 19 mars dernier. Lors de la Marche pour la justice et la dignité, à Paris, Gaspard est avec des confrères du *Monde* et de *StreetPress*. Les personnes qui, depuis le mois de février, se présentent à lui comme journalistes sont là, une fois encore, sur un trottoir. Gaspard ne va pas tout de suite à leur rencontre. Ses confrères dialoguent tranquillement avec eux. Les hommes avouent alors sans vergogne qu'ils sont des policiers grimés en journalistes. Gaspard décide de les filmer. Il demande à un bénévole d'Amnesty International de l'accompagner.

"Devant Amnesty, vous maintenez que vous êtes journalistes?" leur lance-t-il.

L'un d'entre eux tente un

"je n'ai jamais dit ça..."

tandis que l'autre assène deux coups à Gaspard et crache sur l'objectif de sa caméra. C'est dans la boîte. Le 20 mars, le site Taranis News diffuse la vidéo dénonçant une atteinte à la convention de Genève de 1987, qui fait du métier de journaliste une profession protégée et qui interdit à quiconque de se faire passer pour tel.

Les réactions ne se font pas attendre.

"Une balle dans la tête. Une bonne balle entre les deux yeux. J'vous garantis qu'il n'y aura plus jamais aucun problème avec lui", écrit, vers 17 heures, un internaute dans les commentaires de la vidéo reprise sur la page Facebook "Soutien aux forces de l'ordre".

L'auteur de ces lignes se présente sur sa page personnelle en uniforme de la gendarmerie.

Des centaines d'appels au meurtre ou au lynchage

"J'ai déjà été menacé suite à certains reportages", indique Gaspard. "Ça a été le cas, de la part de membres de groupuscules d'extrême droite, après la diffusion de vidéos sur Calais. Mais que ça vienne aujourd'hui de policiers est particulièrement inquiétant."

Les avocats de Gaspard demandent immédiatement que soient retirés du site les commentaires haineux à l'encontre du journaliste. Mais, pour les administrateurs du géant des réseaux sociaux, ces propos *"n'enfreignent aucun de (leurs) standards"*. Jusqu'à aujourd'hui, les centaines d'appels au meurtre ou au lynchage de Gaspard Glanz continuent d'être consultables en ligne. D'autres menaces lui sont encore parvenues par mail et sur d'autres réseaux sociaux.

Le jeune homme n'entend pas en rester là. Il s'apprête à porter plainte contre *Facebook* pour *"complicité d'appel à la haine et menace de mort"*, contre l'auteur des coups portés et du crachat sur sa caméra pour *"violence par personne dépositaire de l'autorité publique"* et aussi contre les auteurs des différents commentaires, facilement identifiables à partir de leurs profils *Facebook*.

"Je ne souhaite pas devenir un martyr", explique Gaspard. "Mais j'ai l'impression qu'on a franchi un cap dangereux. Les gens sont habitués à voir des journalistes prendre des coups de la part d'agents de sécurité ou de militants comme ceux de la Manif pour tous. Ces brutalités sont devenues banales."

Le journaliste y voit les stigmates d'une société de plus en plus violente et segmentée.

"Ça ne sent pas bon...", prévient-il en s'inquiétant du résultat des prochaines élections présidentielles.

Emilien Urbach
Journaliste